

Mobilisation dans les Ehpad à Albi : des salariés entre colère et honte



Chez tous les manifestants la même demande, permettre aux résidents des Ehpad de vivre dans la dignité. / Photo DDM, Emilie Cayre

Environ 150 salariés des établissements pour personnes âgées dépendantes, soignants à domicile, secteurs public et privé, se sont rassemblés hier après-midi devant le siège de l'ARS de Cantepau à Albi.

Au milieu des manifestants, quatre femmes, blouse blanche enfilée par-dessus leurs vêtements. Elles sont infirmières, aides soignantes, agentes de service hospitalier (ASH) à l'Ehpad de l'hôpital public de Lavaur.

Entre elles, la complicité de collègues ayant toutes choisi de travailler avec des personnes âgées. Et la même colère, jusqu'au dégoût, de ne plus pouvoir, depuis longtemps, faire correctement et humainement leur travail.

«On a une infirmière le matin, une l'après-midi, pour 81 résidents. Et aucune la nuit» décrit Céline, infirmière à Lavaur depuis 2 ans et demi.» Avec 6 aides-soignantes le matin, 2 le soir et 5 le week-end, ça veut dire 12 minutes pour faire une toilette, habiller, soigner, faire le lit... discuter avec nos patients, c'est accessoire» poursuit Alicia, les larmes aux yeux.

«Avec la honte de faire partie de ce système. Ce n'est pas juste, parmi nos résidents, il y a des hommes et des femmes qui se sont battus pour nous. Et nous on les maltraite». Et Manon d'ajouter, avant de fondre elle aussi en larmes, «J'ai perdu une dame qui était là depuis 5 jours, à cause du «syndrome de glissement» On n'a pas le temps de leur parler, de leur remonter le moral, alors ils s'enfoncent. Ils ne veulent plus vivre».

Audrey, salariée de l'Ehpad depuis 13 ans, a craqué, arrêtée pour burn-out. Hier, elle voulait être là. Quant à Céline, 38 ans, elle va poser son préavis de départ.

«On voudrait que la direction se batte avec nous, pas qu'elle nous enfonce» soupire Alicia qui envisage pour la première fois de se syndiquer, «pour être entendue sans retour de bâton». Une délégation de neuf salariés représentant les syndicats CGT, FO et SUD a été longuement reçue hier par le délégué territorial de l'Association régionale de santé (ARS).

«Avec l'impression d'être entendu mais sans réponse concrète» résumait hier soir Sylvain Artigau, délégué départemental CGT du Tarn.

Une intersyndicale nationale est prévue aujourd'hui. Leurs homologues tarnais se réuniront dans les jours à venir pour décider de la suite du mouvement

Martine Lecaudey.